

**FIDA****FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE****Conseil d'administration – Soixante-quinzième session**

Rome, 22-23 avril 2002

**RAPPORT D'ÉTAPE SUR LE PROGRAMME DE COOPÉRATION ÉLARGIE  
FIDA/ONG (PCE)****I. GÉNÉRALITÉS**

1. À sa trente et unième session, en septembre 1987, le Conseil d'administration a institué le Programme de coopération élargie FIDA/ONG (PCE) pour fournir un financement direct sous forme de dons à des organisations non gouvernementales (ONG) à l'appui des activités pilotes et expérimentales qu'elles mettent en œuvre. Le but global en était de renforcer les connaissances et les compétences en matière de conception et d'exécution des projets sur un mode participatif, en réponse aux besoins et aux exigences des populations rurales pauvres. Des "Procédures opérationnelles pour la mise en œuvre du Programme de coopération élargie FIDA/ONG (PCE)" ont ensuite été présentées et approuvées à la trente-cinquième session du Conseil d'administration, en décembre 1988. De plus, dans tous les domaines pertinents, les projets PCE doivent mettre au point des modèles et instruments efficaces d'intervention pour les projets en cours ou futurs et préparer le terrain pour de futurs investissements du FIDA.

2. À la suite d'un audit et d'une évaluation du PCE effectués en 1999 et 2000, un groupe de travail regroupant plusieurs services a été créé pour réviser les procédures opérationnelles. Ce dernier devait, compte tenu des constatations et des recommandations issues des examens susmentionnés, adapter le PCE aux objectifs stratégiques du Fonds qui étaient en pleine transformation, ainsi que rationaliser les procédures internes d'instruction et de décaissement des dons, de supervision des projets, de partage et de gestion de l'information. La portée des activités prioritaires pouvant bénéficier d'un financement au titre du PCE a été élargie. Des directives claires ont été élaborées pour la préparation et la présentation des propositions, et des critères d'admissibilité précis mis au point à l'intention des ONG bénéficiaires. Enfin, le plafond du montant de chaque don a été relevé, passant de 75 000 à 100 000 dollars des États-Unis (USD). Le Conseil d'administration a approuvé ces révisions à sa soixante-douzième session, en avril 2001 (EB 2001/72/R.30). Le Président a ultérieurement publié son bulletin n° OP/01/05, en date du 8 juin 2001, portant création des Procédures opérationnelles révisées du Programme de coopération élargie FIDA/ONG.



3. Globalement, l'objet du programme, tel que spécifié dans les Procédures opérationnelles révisées, est de renforcer la collaboration directe entre le FIDA et les ONG<sup>1</sup> en vue de promouvoir des actions communautaires et participatives de développement et de réduction de la pauvreté ainsi que d'encourager les gouvernements hôtes à tirer parti de l'expérience et du savoir-faire accumulé grâce aux activités des ONG, et de dialoguer et de collaborer avec ces dernières.

4. Les principaux objectifs du programme sont les suivants:

- accorder un financement direct sous forme de dons à l'appui d'activités expérimentales novatrices exécutées par des ONG qui peuvent fournir des modèles et instruments d'intervention pour les opérations de prêts en cours ou futures du FIDA;
- offrir au FIDA des possibilités de tirer parti de l'expérience et du savoir-faire précieux des ONG pour améliorer ses propres méthodes d'identification, de conception, d'exécution et d'évaluation de projets et rendre ainsi ses interventions de développement plus efficaces et plus durables;
- contribuer à créer une base de références sur l'expérience et le savoir-faire acquis dans les domaines opérationnels et stratégiques et améliorer ainsi le rôle que joue le FIDA en tant que centre de savoirs sur la pauvreté rurale et la lutte contre ce phénomène;
- instaurer des partenariats durables avec un groupe d'ONG s'occupant de développement qui peuvent aider à affiner la stratégie du FIDA et à sélectionner les interventions de projets, les consulter régulièrement et maintenir avec elles le dialogue.

5. Les activités du PCE exécutées par des ONG relèvent essentiellement de trois grandes catégories:

- sélection, expérimentation et diffusion de techniques appropriées/novatrices adaptées à la situation agro-écologique et socio-économique des bénéficiaires des interventions du FIDA;
- sélection et expérimentation d'approches et de mécanismes institutionnels appropriés/novateurs dans divers secteurs et sous-secteurs d'intervention du FIDA afin d'en vérifier la pertinence, l'acceptabilité et la durabilité;
- organisation d'activités visant à capitaliser et à diffuser les savoirs ainsi que de programmes de formation visant à améliorer l'exploitation des ressources moyennant, notamment, des systèmes opératoires plus efficaces reposant sur des organisations locales viables, telles que groupements d'agriculteurs, associations d'irrigants et autres formules associatives.

6. Les activités ci-dessus pourront également inclure des actions de sensibilisation ou de plaidoyer, la sélection des ONG susceptibles de devenir des partenaires et le renforcement de leurs capacités, y compris leur mise en réseau.

---

<sup>1</sup> Pour le FIDA, l'expression "organisation non gouvernementale" s'entend généralement d'une organisation nationale ou internationale bénévole à but non lucratif, indépendante du gouvernement, qui mène des activités visant à réduire la pauvreté, la faim et les souffrances humaines, défend les intérêts des pauvres, protège l'environnement, fournit des services socio-économiques de base ou entreprend des activités de développement communautaire. Une ONG est un organisme de droit privé et non pas public, dûment constituée et officiellement enregistrée auprès des autorités nationales compétentes en tant qu'ONG/organisation à but non lucratif. Le Fonds collabore généralement avec des ONG appartenant à deux catégories principales: i) des ONG opérationnelles, dont l'objectif premier est de concevoir et d'exécuter des projets et des programmes de lutte contre la pauvreté et de développement; et ii) des ONG de sensibilisation – dont l'objectif premier est de défendre et de promouvoir la cause que représente la lutte contre la pauvreté rurale et de tenter d'infléchir les politiques et les pratiques des institutions publiques et des organismes de développement. Dans le cadre du PCE, la majorité des ONG participantes sont des ONG opérationnelles; néanmoins, un nombre croissant d'ONG à travers le monde mènent à la fois des activités opérationnelles et des activités de sensibilisation.

7. De plus, conformément à ses objectifs, le programme apporte son appui aux consultations régulièrement organisées entre le FIDA et les ONG sur les questions liées aux orientations de fond et aux aspects opérationnels de la lutte contre la pauvreté rurale et du développement, ainsi qu'aux réunions préparatoires du Comité directeur des consultations FIDA/ONG.

8. Si le PCE est incontestablement adapté aux priorités, objectifs et stratégies institutionnels et régionaux du FIDA, il importe de souligner qu'il n'est que l'un des mécanismes de coopération avec les ONG. La plupart des ONG partenaires du FIDA sont associées à des projets financés par des prêts du Fonds aux gouvernements. En effet, sur les 800 ONG qui ont collaboré avec le FIDA dans ce domaine, seules 194 ont reçu des dons au titre du PCE.

9. La collaboration entre le FIDA et les ONG devrait être examinée dans le cadre plus large des partenariats établis par le Fonds avec la société civile, dont les limites et les besoins se sont nettement étendus ces dernières années, et devrait se développer encore, notamment dans le contexte des objectifs du nouveau cadre stratégique du FIDA et de ses stratégies régionales de lutte contre la pauvreté.

## II. APERÇU DU PCE EN 2001

10. En 2001, 20 dons ont été approuvés au titre du PCE pour un montant total de 1 562 000 USD. La contribution des ONG en espèces s'élevait à 639 980 USD. Des ressources supplémentaires d'un montant de 917 800 USD ont été mises à disposition par des donateurs bilatéraux et d'autres institutions participant à la conception et à l'exécution de ces projets, notamment l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Union européenne (UE) et l'Office allemand de coopération technique (GTZ). Enfin, les bénéficiaires eux-mêmes ont fourni en espèces un montant de 59 000 USD. Ainsi, le budget total du programme pour 2001 s'élevait à 3 178 780 USD.

11. Dans l'ensemble, les activités du PCE en 2001 ont privilégié le renforcement des capacités des bénéficiaires et de leurs organisations ainsi que le développement des institutions pour permettre aux populations rurales pauvres d'améliorer leurs moyens de subsistance – une orientation tout à fait conforme à la mission du FIDA. Les activités spécifiques appuyées par le PCE étaient également conformes aux objectifs stratégiques du FIDA. Plus précisément, le renforcement des capacités et le développement institutionnel ont concerné l'accès aux avoirs, l'accroissement et la diversification de la production agricole fondés sur une gestion durable des ressources, l'organisation efficace des services financiers, le développement des entreprises rurales et des liaisons commerciales. Plusieurs projets PCE ont plus particulièrement mis l'accent sur l'émancipation économique et sociale des peuples indigènes et des femmes. Deux dons ont financé le relèvement et la reconstruction à l'issue d'une crise. La plupart des projets PCE étaient directement liés aux investissements actuels ou futurs du FIDA.

## III. ACTIVITÉS DU PCE EN 2001

12. Au **Mali**, l'Association malienne pour le développement (AMADE) renforcera la capacité des groupes et organisations de paysans en développant leur adhésion au mouvement agricole de Kayes, et en leur dispensant une formation les aidant à identifier les difficultés rencontrées en matière de production et de commercialisation et à y apporter des solutions.

13. Un don accordé **au Zimbabwe** au titre du PCE a pour objet le développement institutionnel et le renforcement des capacités locales. Dans ce cas, le don financera la création d'un partenariat novateur entre une ONG d'un pays développé, Cooperative League of the USA (CLUSA) et une ONG nationale, Southern Alliance for Indigenous Resources (SAFIRE). Ce partenariat permettra à SAFIRE de tirer parti de la grande expérience de CLUSA pour organiser les groupes de paysans et les relier



aux marchés, leur donnant ainsi les moyens de fournir des services similaires aux petits exploitants de l'est du Zimbabwe.

14. Au **Nigéria**, l'ONG Nigerian Integrated Rural Accelerated Development Organization (NIRADO) organisera à la fois les groupements communautaires et le personnel des collectivités locales et les formera au développement participatif mis en œuvre en réponse à une demande. De plus, cette ONG exécutera ses activités en collaborant activement avec le personnel compétent des institutions fédérales et des entités locales participant à la mise en œuvre du programme de développement agricole et rural à assise communautaire.

15. En **Ouganda**, un don accordé au titre du PCE à Uganda Women's Effort to Save Orphans (UWESO) accroîtra non seulement le rayon d'action et la portée, mais également la pérennité des services de cette ONG qui appuie les familles rurales s'occupant d'enfants orphelins. Les activités de formation s'adresseront au personnel des bureaux auxiliaires de l'UWESO, et porteront sur la création, les plans et la gestion des petites entreprises, le suivi et l'évaluation, la microfinance et l'informatique. De plus, les équipements d'information et de communication de l'organisation seront modernisés.

16. La sécurité de l'accès à la terre est, pour un grand nombre de ruraux pauvres, l'un des facteurs essentiels de la pérennité de leurs moyens de subsistance, elle est encore plus vitale pour les populations indigènes dont les droits fonciers traditionnels ont historiquement été niés ou bafoués. Aux **Philippines**, un don a été accordé au titre du PCE pour faire précisément face à une telle situation. Avec l'appui du PCE, la Philippine Association for Intercultural Development (PAFID) viendra en aide à neuf organisations des peuples indigènes de la région de Caraga, dans le nord de Mindanao, pour négocier en faveur de la reconnaissance légale de leurs revendications concernant leurs terres ancestrales. Ce projet PCE devrait aboutir à l'élaboration d'un modèle méthodologique qui sera reproduit par d'autres institutions partenaires dans le cadre du projet de promotion des initiatives communautaires et de gestion des ressources dans le nord de Mindanao.

17. Le succès de certaines interventions de développement peut parfois menacer l'accès à la terre. C'est le cas au **Togo**, où le rétablissement de la fertilité des sols découlant du projet national d'appui aux services agricoles, financé par le FIDA, a entraîné un accroissement de l'insécurité foncière, en particulier pour les femmes. Pour remédier à cette situation, un don a été accordé au titre du PCE à l'Association togolaise pour la promotion humanitaire (ATPH) pour démarrer un processus de négociations entre propriétaires fonciers et utilisateurs précaires des terres cultivées en vue de convaincre les propriétaires de signer des baux de location d'une durée conséquente.

18. Pour de nombreux producteurs ruraux pauvres, l'accès au capital est essentiel, et divers dons ont été accordés au titre du PCE pour mettre à l'essai des approches et méthodologies permettant de répondre à ce besoin. Par exemple, Near East Foundation (NEF), à **Djibouti**, favorisera la création et le fonctionnement efficace de fonds de crédit communautaires qui seront administrés par des comités de crédit locaux dont les membres appartiendront aux communautés.

19. À **Madagascar**, le principal objectif d'un autre don du PCE est de renforcer la capacité technique et institutionnelle de l'Association professionnelle des institutions financières mutualistes (APIFM) pour qu'elle puisse devenir un solide réseau de microfinancement, unifier les organismes de microfinancement et leur permettre de répondre d'une manière rationnelle et efficace aux besoins financiers des populations rurales pauvres. Les bénéficiaires du projet sont: i) les coopératives d'épargne et de crédit et les institutions de microfinancement de Madagascar; ii) les institutions locales, privées et publiques, qui fournissent des services financiers; et iii) les ONG et organismes de développement du secteur des services financiers ruraux.

20. Deux dons accordés au titre du PCE ont répondu aux besoins particuliers des éleveurs, et au développement de leur savoir-faire et de leur capacité d'organisation. En **République-Unie de**



**Tanzanie**, VETAID aidera les éleveurs pauvres de trois districts de la région d'Arusha à s'organiser pour avoir accès à la méthode infection/traitement pour lutter contre les tiques et les maladies qu'elles transmettent et contre d'autres maladies animales.

21. En **Bolivie**, l'Association des producteurs et commerçants de produits à base de viande de camélidé (ACOPROCCA) recevra un appui au titre du PCE pour améliorer les revenus et les conditions de travail des producteurs de viande de lama en leur dispensant une formation concernant les normes fondamentales de qualité en vigueur dans le pays qu'ils sont tenus d'appliquer à la manutention, la transformation et la commercialisation de la viande fraîche.

22. Continuant sur la lancée de 2000, quelques dons ont été accordés au titre du PCE pour aider les populations rurales vulnérables à reprendre une vie productive normale à la suite de catastrophes naturelles. C'est par exemple le cas d'un don accordé à la Fondation de l'Association des femmes travaillant à leur propre compte (SEWA) au Gujarat, en **Inde**, pour aider les communautés victimes du tremblement de terre de janvier 2001 dans leurs activités de reconstruction et de relèvement. Le projet proposé entend renforcer les capacités des communautés pour qu'elles adoptent une approche participative et communautaire de développement intégré du logement et de l'habitat, y compris le développement de leurs compétences en matière de construction.

23. Un autre don a été accordé au titre du PCE au Toledo Maya Cultural Council (TMCC) pour aider le peuple Maya à reprendre les activités de production à la suite du passage du cyclone Iris, qui a frappé **Belize** en octobre 2001 et causé de graves dégâts. TMCC aidera les familles à améliorer leur production vivrière autour de leur foyer et les femmes à se lancer dans la petite agriculture et à commercialiser leurs produits. Il contribuera également à la collecte des espèces végétales et culturelles indigènes, et à leur développement, en tirant parti du savoir local et des pratiques traditionnelles.

24. Plusieurs dons avaient pour objet de renforcer les connaissances et la capacité organisationnelle en vue de diversifier la production, notamment celui qui a été accordé à CARE International, au **Laos**. Cette ONG travaillera avec les communautés des hauts plateaux de la province de Sayabouri pour diversifier et accroître leur production, agricole et extra-agricole. Les principales activités seront la culture du riz, l'amélioration des cultures en altitude, l'élevage, la production artisanale et l'approvisionnement des villages en eau.

25. En **Mongolie**, de même, World Vision a reçu un don du PCE pour aider les familles pauvres de la province de Hentii et du district de Nalaikh à mettre en oeuvre des activités visant à améliorer leur sécurité alimentaire et leurs revenus. Une formation sera dispensée sur divers aspects de l'horticulture, de la récolte et du stockage et sur la transformation des matières premières locales, notamment les fibres, les cuirs et le bois.

26. À **Panama**, avec l'aide du PCE, l'ONG *Patronato del Servicio Nacional de Nutrición* assurera la formation des petits paysans pour les aider à accroître et à diversifier leur production. À cette fin, 17 centres de formation seront remis en état et cinq exploitations de démonstration créées.

27. L'un des buts du PCE étant globalement de promouvoir le développement participatif, divers dons appuieront le développement des capacités locales en matière de méthodologies participatives et communautaires. Outre les activités mises en oeuvre au **Nigéria**, décrites au paragraphe 14, le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET) renforcera en **Mauritanie** les moyens dont disposent les organisations communautaires (y compris les associations d'usagers) pour prendre en charge le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de retenue des eaux de crue construits dans le cadre du projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama, financé par le FIDA.



28. Le développement de la microentreprise, en particulier pour les femmes, peut être un moyen efficace d'accroître les revenus et le bien-être des ménages. Dans la région du nord de la **Jordanie**, l'Association italienne des femmes en développement (AIDOS) créera, avec l'appui du PCE, un centre villageois d'aide aux entreprises, le premier de ce type dans le pays. Ce centre aura pour objet d'offrir aux femmes rurales ou aux groupes ou coopératives féminins des services d'orientation et de conseil sur le choix du secteur d'activité, les services financiers et les formations au moment du lancement de leur entreprise, ainsi qu'une aide technique et commerciale, sans oublier des visites de suivi.

29. Le développement de la microentreprise en faveur des femmes est également l'objectif d'un autre don accordé au titre du PCE qui renforcera les capacités de l'*Asociación Departamental de Mujeres Campesinas e Indígenas de Boyacá* (ADMUCIB) en **Colombie**, ce qui permettra à cette ONG de fournir aux femmes les services autres que financiers dont elles ont tant besoin pour leurs petites et microentreprises. Il s'agit notamment de la formation à la gestion d'entreprise, de l'élaboration du plan d'entreprise et de la facilitation de l'accès aux marchés.

30. En **République de Moldova**, un don accordé au titre du PCE à Consultancy and credit in agriculture (CCA) visant à renforcer l'exécution du projet de développement du financement rural et des petites entreprises, financé par le FIDA, a pour objectif de faciliter l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises.

#### IV. CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DES PROJETS PCE EN COURS D'EXÉCUTION EN 2001

31. L'axe principal du portefeuille PCE actuel de dons aux ONG en Asie est de promouvoir les approches participatives et la mobilisation des communautés. Deux programmes revêtant un intérêt particulier concernent le Centre de développement agricole intégré (CIAD) et les Activités d'appui aux producteurs pauvres du Népal (SAPPROS). Le CIAD teste et développe les meilleures pratiques d'évaluation de l'impact dans l'ensemble des projets du FIDA en **Chine**. Certaines des méthodologies mises à l'essai ont été présentées aux personnels des projets et du siège du FIDA ayant participé à l'atelier sous-régional d'examen du portefeuille, organisé à Hefei, en juillet 2001, dans des villages sélectionnés du projet de développement agricole intégré dans le sud-ouest de la province d'Anhui. Le don accordé à SAPPROS a financé la réalisation de l'étude de fin de projet intitulée *Le potentiel des collines et les dispositifs de fourniture des services ruraux*. Un atelier, auquel ont participé des hauts fonctionnaires du gouvernement et des représentants des principaux donateurs, a été organisé en août au **Népal** pour présenter cette étude. Ce fut là une excellente occasion pour le FIDA d'influer à la fois sur les politiques de l'État et sur sa stratégie de lutte contre la pauvreté.

32. Dans le cadre du projet de gestion paysanne des ressources en zone sèche, au **Zimbabwe**, un don du PCE a été accordé à l'ONG Africare pour encourager, à titre expérimental, l'adoption et l'utilisation de cultures xérophiles, à savoir le manioc, la patate douce et le pois cajou. Ce projet – ProFOOD – enregistre des résultats forts positifs. En mettant l'accent non seulement sur la production de ces denrées, mais également sur leur utilisation, Africare a suscité un grand intérêt pour leur culture, en particulier chez les agricultrices, qui constituent la majorité des participants de ce projet. De ce fait, pour la première fois au Zimbabwe, des producteurs cultivent le manioc pour assurer leur sécurité alimentaire. En outre, les paysans vivant dans les environs de la zone du projet demandent à avoir accès à des activités similaires. L'extension demandée a donc été prévue dans le cadre du plan de travail et budget annuels pour 2002 du projet de gestion paysanne des ressources en zone sèche.

33. En dépit de l'état d'avancement de ce projet et des succès remportés à ce jour, la pérennité de l'impact du projet ne sera toutefois pas assurée d'ici à la date de clôture prévue pour la mi-2002; elle pourrait néanmoins l'être avec un peu plus de temps. À ce stade il semble toutefois que le projet réponde aux objectifs du PCE, à savoir promouvoir ce qui est au **Zimbabwe** une nouvelle technique, qui peut ensuite être élargie aux autres projets en cours bénéficiant de l'appui du FIDA. À titre de



suivi, il pourrait être intéressant d'effectuer un examen de ProFOOD l'an prochain, en privilégiant des questions telles que les taux d'adoption, l'incidence sur la sécurité alimentaire, l'impact ventilé par sexe, la pérennité de l'action, etc., ainsi que l'adéquation du projet aux objectifs du PCE.

34. Les peuples indigènes sont le segment le plus important (environ 30%) de la population rurale pauvre de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le FIDA est convaincu que leur émancipation économique et sociale est un préalable crucial pour réduire la pauvreté rurale dans la région. À cet égard, le développement du tourisme, associant des activités rémunératrices novatrices aux valeurs culturelles et aux traditions, est une option prometteuse. Quelques dons du PCE ont été accordés en 2001, précisément pour voir quels sont les avantages potentiels de telles interventions pour les minorités ethniques. Par exemple, l'ONG **péruvienne** *Poquen K'anchay* a reçu un appui pour mobiliser les communautés de Quillarumiyoc, à Cusco, à rénover un site archéologique sacré et à relancer la culture et la production agricole sur les terrasses adjacentes. Les activités du projet mettent l'accent sur la formation des membres des communautés dans les domaines suivants: i) nettoyage et rénovation des sites archéologiques sacrés; ii) remise en état à des fins agricoles des terrasses et des réseaux de canaux entourant les sites; et iii) création et administration d'un bureau du tourisme pour répondre aux besoins des touristes futurs, notamment en ce qui concerne les visites guidées, le logement, la préparation d'aliments typiques des Andes et de produits artisanaux traditionnels de qualité. À ce jour, la population locale a nettoyé et rénové le sanctuaire. Les villageoises renouent avec les anciennes traditions concernant la filature. Les enfants et les jeunes connaissent mieux leur histoire, leurs traditions et leur culture et expriment leur intérêt pour l'apprentissage de l'anglais afin de pouvoir travailler comme guides touristiques. Les dix premiers groupes de touristes ont visité le site et la demande est en progression. Le projet *Poquen K'anchay*, qui associe la mise en valeur des ressources locales, la protection des ressources naturelles et la préservation du patrimoine culturel, est une expérience intéressante servant de modèle à d'autres groupes indigènes, à la fois dans les Andes et ailleurs dans la région.

35. De même, dans les **Îles-au-vent**, l'ONG Caribbean Natural Resources Institute (CANARI) a bénéficié d'un don pour mettre à l'essai de nouvelles méthodes de tourisme participatif à assise communautaire fondé sur le patrimoine à l'appui du développement rural. Ce projet a fourni de précieux renseignements sur les moyens de sensibiliser et de mobiliser les ONG, les organisations communautaires, les collectivités locales et les décideurs afin de promouvoir de nouvelles formes de tourisme pour accroître les revenus des populations rurales pauvres et d'aider les communautés à lancer des initiatives collectives de tourisme fondées sur le patrimoine.

36. Dans un certain nombre de pays d'Europe orientale, les ONG locales et les autres organisations de la société civile manquent de moyens pour lancer et exécuter des activités de développement, ce qui pose un grand problème. Un don accordé à SHEN, une ONG arménienne, entend venir en aide aux petites ONG locales de l'une des provinces de l'Arménie qui s'efforcent de promouvoir le développement économique des zones rurales vulnérables en mettant en oeuvre des activités de renforcement des capacités. Les moyens utilisés sont les suivants: i) offrir un programme approfondi de formation/renforcement des capacités aux ONG locales participantes; et ii) établir une unité de production modèle (une chaîne de production de pommes chips) qui servira d'"étude de cas" pour les ONG participantes.

37. À la suite d'un processus de recensement, d'évaluation et de sélection des ONG (fondé sur la mission des ONG, leurs secteurs d'activité prioritaires, leur expérience en matière d'exécution et leur volonté de participation), huit ONG ont été sélectionnées. Leur personnel a reçu une formation en matière de développement communautaire, de gestion financière, de comptabilité, de conception et de gestion des projets. Une ancienne usine de fabrication et d'emballage de pommes chips a ensuite été acquise et l'un de ses ateliers remis en état. La production devrait démarrer en avril 2002, avec l'achat du premier lot de pommes de terre aux agriculteurs locaux. Une fondation (dont les membres sont les huit ONG et SHEN) a repris à sa charge la propriété et le fonctionnement de l'installation et a



récemment présenté un plan d'entreprise au Département de l'agriculture des États-Unis - et à l'Arménie en vue d'obtenir un soutien. Il semble probable qu'un appui leur sera fourni pour financer les matériaux d'emballage et les coûts de démarrage de la production des sachets.



Don par région, pays et numéro	USD	DTS	Cofinancement ONG	Bénéficiaire/pays
<b>AFRIQUE I: Afrique de l'Ouest et du Centre</b>				
Projet de renforcement de la Concertation des paysans de Kayes (COPAKA) (Mali) (No. 201)	100 000	79 554	6 900 (6%)	Association malienne pour le développement (AMADE) – Mali
Projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama (Mauritanie) (No.213)	75 000	59 731	15 000 (16%)	Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET) – Mauritanie
Projet de sensibilisation, de mobilisation et de participation des communautés/villages à l'appui du programme de développement agricole et rural à assise communautaire (CBARD) (Nigéria) (No. 204)	50 000	39 561	17 000 (25%)	Nigeria Integrated Rural Accelerated Development Organization (NIRADO) – Nigéria
Projet national d'appui aux services agricoles (Togo) (No. 206)	75 000	59 580	11 000 (12%)	Association togolaise pour la promotion humaine (ATPH) - Togo
<b>AFRIQUE II: Afrique orientale et australe</b>				
Projet d'appui au secteur de l'épargne mutualiste en milieu rural (Madagascar) (No. 211)	75 000	59 091	-	Association professionnelle des institutions financières mutualistes (APIFM) – Madagascar
Projet de création et d'évaluation des systèmes de diffusion du vaccin contre la théiléréose bovine (République-Unie de Tanzanie) (No. 203)	75 000	57 937	55 000 (42%)	VETAID – Tanzanie
Projet d'appui au renforcement des capacités de l'UWESO (Ouganda) (No. 205)	75 000	59 191	-	Uganda Women's Effort to Save Orphans (UWESO) - Uganda
Programme expérimental de développement des liaisons commerciales au Zimbabwe (Zimbabwe) (No. 202)	100 000	79 276	-	The Cooperative League of the USA (CLUSA) – Zimbabwe
<b>Asie et Pacifique</b>				
Projet de renforcement des capacités à l'appui du développement de la participation des communautés au programme de reconstruction des logements de SEWA (Inde) (No. 198)	92 000	73 266	48 000 (34%)	Association des femmes travaillant à leur propre compte (SEWA) - Inde
Projet d'interventions de santé dans le district de West Khasi Hills (Inde) (No. 200)	75 000	59 506	-	Khasi Jayantia Presbyterian Synod (KJP Synod) - Inde
Appui au projet de développement rural du Sayabouri (Laos) ( No. 207)	75 000	58 853	73 000 (49%)	Care International - Laos
Programme de renforcement de la sécurité alimentaire (Mongolie) (No. 215)	75 000	59 091	35 000 (31%)	World Vision Mongolia (WVM) – Mongolie
Projet relatif aux initiatives communautaires et à la gestion des ressources dans le nord de Mindanao (Philippines) (No. 214)	100 000	79 217	186 480 (65%)	Philippine Association for Intercultural Development (PAFID) – Philippines
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>				
Projet de renforcement des possibilités de subsistance dans les zones rurales touchées par le cyclone Iris (Belize) (No. 212)	50 000	55 289	-	Toledo Maya Cultural Council (TMCC) – Belize



<b>Don par région, pays et numéro</b>	<b>USD</b>	<b>DTS</b>	<b>Cofinancement ONG</b>	<b>Bénéficiaire/pays</b>
Projet de transformation et de commercialisation de la viande de lama (Bolivie) (No. 209)	70 000	55 289	22 000 (23%)	Association des producteurs et commerçants de produits à base de viande de camélidé (ACOPROCCA) – Bolivie
Projet de développement de la microentreprise en faveur des femmes du Département de Boyacá (Colombie) (No. 216)	45 000	35 454	-	<i>Asociacion Departmental de Mujeres Campesinase Indigenas de Boyacá</i> (ADMUCIB) – Colombie
Projet en faveur d'un développement communautaire durable d'aide aux petites exploitations (Panama) (No. 199)	75 000	60 059	80 600 (51%)	<i>Patronato del Servicio Nacional de Nutrición</i> - Panama
<b>Proche-Orient et Afrique du Nord</b>				
Projet de création de programmes de crédit administrés par les communautés (Djibouti) (No. 208)	95 000	74 976	10 000 (9%)	Near East Foundation (NEF) – USA
Projet de création d'une pépinière villageoise d'entreprises à l'appui du développement de la petite entreprise féminine dans la région nord de la Jordanie (Jordanie) (No. 210)	95 000	75 311	80 000 (45%)	Association italienne pour les femmes en développement (AIDOS) – Italie
Appui au projet de développement de financement rural et des petites entreprises (République de Moldova) (No. 217)	90 000	71 135	-	Consultancy and Credit in Agriculture (CCA) – République de Moldova
<b>TOTAL</b>	<b>1 562 000</b>	<b>1 265 514</b>	<b>639 980</b>	

<b>Titre et n° du don:</b>	<b>Inde:</b> Projet de renforcement des capacités à l'appui du développement de la participation des communautés au programme de reconstruction des logements de SEWA (n° 198)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	92 000 USD
<b>Cofinancement de l'ONG:</b>	48 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Association des femmes travaillant à leur propre compte (SEWA)

### **Objectifs et activités:**

Le Gujarat est relativement plus riche et a un rythme de croissance plus rapide que les autres États de l'Inde, mais la zone qui a été le plus gravement touchée par le séisme est pauvre. Elle comprend le district de Kutch (où plus de 90% des décès et 85% des dégâts ont été enregistrés) et les districts de Jamnagar, Patan, Rajkot et Surendranagar. Il s'agit d'une région aride, peu peuplée et pauvre en ressources où les risques que représentent non seulement les tremblements de terre mais également les cyclones et la sécheresse sont importants. En 2001, la région a connu sa troisième année consécutive de sécheresse. En raison de ces diverses calamités, la population de cette région est extrêmement vulnérable, toute nouvelle catastrophe la marginalisant encore et augmentant le nombre de ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. La production végétale et l'élevage sont les principales sources d'emploi. Toutefois, les terres arables ne sont pas très productives en raison de la détérioration des ressources en eau et de la progression du désert. De ce fait, les activités connexes, notamment l'élevage ne sont pas viables toute l'année. Le séisme a gravement touché les communautés du Gujarat, augmentant la vulnérabilité des ruraux pauvres en ponctionnant encore leurs moyens de subsistance déjà précaires. Faute d'une assistance ciblée appropriée, leur marginalisation est certaine.

Les districts du Gujarat sélectionnés pour cette intervention sont ceux de Kutch, Patan et Surendranagar. Les buts du projet sont de renforcer les capacités des communautés pour qu'elles adoptent une approche participative et communautaire de développement intégré du logement et de l'habitat. Plus précisément, le projet entend: i) appuyer la conception participative de logements antisismiques, plus adaptés aux besoins exprimés des diverses communautés; ii) fournir un revenu immédiat aux plus démunis en améliorant leurs compétences en matière de construction et en leur offrant ainsi une stratégie de survie pour faire face aux dégâts causés par le séisme; iii) sensibiliser les ménages ruraux, par le biais de campagnes de masse, au danger posé par les tremblements de terre et aux moyens d'améliorer la résistance des logements; iv) renforcer les compétences techniques et la capacité de production de matériaux de construction, à l'appui de l'exécution du projet de plus grande envergure, financé par un prêt du FIDA qui est en cours de conception.

SEWA est un syndicat de femmes du secteur informel travaillant à leur compte. Créé en 1972 à Ahmedabad, dans l'État du Gujarat, en Inde, il s'agit d'une organisation-cadre qui regroupe diverses associations interdépendantes. Le Gujarat Mahila Housing SEWA Trust, une ONG créée au sein du groupe SEWA, exécutera ce projet PCE. Bénéficiant d'une expérience de huit ans dans le secteur des programmes de logements en faveur des pauvres, cette ONG mettra à l'essai la conception participative de logements antisismiques et renforcera les capacités des communautés en matière d'adoption d'une approche intégrée de développement de l'habitat. À cette fin, elle entend également recourir aux services de certaines institutions spécialisées dans la conception des logements antisismiques.



<b>Titre et n° du don:</b>	<b>Panama:</b> Projet en faveur d'un développement communautaire durable d'aide aux petites exploitations (n° 199)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	75 000 USD
<b>Montant du cofinancement par l'ONG:</b>	80 600 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	<i>Patronato del Servicio Nacional de Nutrición</i>

**Objectifs et activités:**

Au Panama, la malnutrition des enfants pauvres est un grave problème. Un quart des enfants pauvres et un tiers des enfants extrêmement pauvres en sont victimes. Pour aider les petites exploitations, l'État fournit des programmes d'alimentation d'appoint en faveur des femmes enceintes et allaitantes ainsi que des enfants de moins de cinq ans. L'alimentation complémentaire ne peut cependant être une solution durable.

Face à la nécessité de trouver des solutions durables, ce projet PCE entend accroître et diversifier la production des petites exploitations aux fins ci-après: i) améliorer la consommation alimentaire des familles en augmentant leur revenu grâce à la commercialisation; et ii) fournir aux bénéficiaires une formation portant sur les méthodes de production, la nutrition et la sécurité alimentaire. Les deux principales activités sont la création de cinq exploitations de démonstration de la production durable et la remise en état de 17 centres de formation pour les paysans qui travaillent sur les exploitations créées par le *Patronato*. Environ 75 familles et 1 500 personnes bénéficieront de leur participation aux activités proposées. Le projet sera exécuté par le *Patronato del Servicio Nacional de Nutrición*.

Le *Patronato* est enregistré en tant qu'organisation à but non lucratif et comprend des représentants de l'Association B'nai B'rith, de l'Église catholique, du Kiwanis Club, du Lions Club, du Rotary Club, des ministères de la santé, de l'éducation, du développement agricole, du travail et de l'action sociale, ainsi que d'autres organismes privés et des associations de parents. Son principal but est de regrouper et de coordonner les efforts et les ressources afin d'améliorer, grâce aux activités du projet, l'état nutritionnel des jeunes, des femmes enceintes et allaitantes.

<b>Titre et n° du don:</b>	<b>Inde:</b> Projet d'interventions de santé dans le district de West Khasi Hills (n° 200)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	75 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Khasi Jayantia Presbyterian Synod (KJP Synod)

### **Objectifs et activités:**

Dans le district de West Khasi Hills, le rayon d'action des services de santé est loin d'être adéquat, et la plupart des villages reculés des collines n'ont aucun accès aux soins de santé. Qui plus est, en l'absence d'une économie monétaire, il est très difficile pour les patients d'aller se faire soigner ailleurs. À chaque réunion, les villageois disent combien il est nécessaire pour eux d'avoir accès à un médecin. Comme cela ne s'est pas encore matérialisé, la population du Khasi demande qu'une personne vienne les conseiller en matière de santé et les prenne en charge en cas de maladie, à titre de premier intervenant sanitaire.

En réponse à cette demande, le présent don PCE permettra à KJP Synod de: i) créer un groupe de premiers intervenants sanitaires par le biais d'un processus de sélection, de formation et de stage participatif; et ii) mettre en place, à titre expérimental, une assurance médicale, relancer la phytothérapie traditionnelle et développer les liens avec les systèmes de santé officiels de l'État. Les premiers intervenants sanitaires sont le principal moyen de fournir les soins de santé primaires dans tous les villages reculés.

KJP Synod est une ONG religieuse de renom du Meghalaya qui gère un hôpital dans la zone de Jaiaw à Shillong, où seront formés les premiers intervenants sanitaires. Elle dispose également d'un centre de santé rural à Mawphlang dans le West Khasi, mais son point fort semble être l'éducation. De fait, l'ONG administre plus de 580 écoles primaires dans les zones de ses projets.



<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Mali:</b> Projet de renforcement de la Concertation des paysans de Kayes (COPAKA) (n° 201)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	100 000 USD
<b>Cofinancement de l'ONG:</b>	6 900 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Association malienne pour le développement (AMADE)

**Objectifs et activités:**

Dans l'est du Mali, la région de Kayes a les problèmes écologiques, notamment la dégradation et l'érosion des sols, ainsi que la gravité des épisodes de sécheresse. Environ 90% de la population dépend de l'agriculture pour survivre.

Le don proposé à l'Association malienne pour le développement (AMADE) accordera une large place au renforcement des capacités locales et des moyens d'action des organisations agricoles de la région de Kayes. Le projet sera exécuté sur une période de deux ans, ses principaux objectifs étant de: i) renforcer les capacités des organisations agricoles membres de la concertation des paysans de Kayes (COPAKA) et s'assurer que toutes les organisations paysannes de la région soient membres de la COPAKA; ii) développer la capacité des organisations de base; et iii) assurer la formation au développement durable en effectuant des études sur les difficultés rencontrées en matière de production et de commercialisation. L'aide fournie au titre du PCE devrait renforcer l'exécution du programme du fonds de développement en zone sahélienne, financé au titre du mécanisme flexible de financement.

AMADE est une ONG créée en 1983, dont la mission est de participer au développement socio-économique du Mali en appuyant les populations marginalisées en recourant à des méthodes participatives. Ses objectifs sont les suivants: i) améliorer la qualité de vie des communautés pauvres en favorisant le développement durable; et ii) renforcer les capacités de ces communautés en favorisant la formation, l'éducation et l'échange des expériences.

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Zimbabwe:</b> Programme expérimental de développement des liaisons commerciales au Zimbabwe (n° 202)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	100 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	The Cooperative League of the USA (CLUSA)

### **Objectifs et activités:**

Au Zimbabwe, malgré la crise économique actuelle qui a mis à mal le secteur agricole et entraîné des pénuries alimentaires, il est impératif de jeter les bases d'une reprise éventuelle en mettant en place une base de production agricole, en commençant par les petits exploitants du pays. Le relèvement du secteur agroalimentaire du Zimbabwe dépendra du remplacement de la production précédemment fournie par l'agriculture commerciale aux entreprises agroalimentaires et aux exportateurs par une production du secteur de l'agriculture paysanne. Pour que les petits exploitants puissent assumer un tel rôle, un appui leur sera nécessaire pour développer leur production et accéder aux marchés, ainsi que pour s'organiser afin de négocier collectivement et de tirer profit de la commercialisation. C'est dans ce contexte que le présent projet PCE a été élaboré et approuvé.

Son objectif premier est d'améliorer les moyens de subsistance en milieu rural par les moyens ci-après: i) en diffusant des techniques sélectionnées de production améliorée pour accroître la productivité des petites exploitations; et ii) en établissant des liaisons viables et durables entre les petits paysans et les marchés en ce qui concerne les intrants, les services et les produits.

Le programme ciblera les petits paysans de trois districts de la province du Manicaland, dans l'est du pays, où Southern Alliance for Indigenous Resources (SAFIRE), une ONG nationale, est depuis longtemps engagée, notamment en collaboration avec le FIDA.

Les principales activités de ce programme seront les suivantes: i) recensement des possibilités de débouchés; ii) appui à la création de groupements d'entreprises agricoles; iii) formation des groupes en matière d'organisation et de gestion d'entreprise; iv) vulgarisation de paysan à paysan; et v) facilitation et supervision des contrats. Toutes ces activités seront exécutées par SAFIRE en collaboration avec CLUSA, qui fournira ses propres compétences, expérience et appui spécialisé.

Plus précisément, CLUSA devra: i) tirer parti de sa longue expérience au Mozambique et en Zambie en matière d'organisation des groupements paysans et de mise en place de liaisons avec le secteur agroalimentaire, et adapter son approche à la situation du Zimbabwe; ii) fournir des services et une assistance à SAFIRE en ce qui concerne l'identification des possibilités de marché, les mécanismes concernant le recensement de la clientèle, les contrats à terme et l'accès aux intrants; iii) former le personnel de SAFIRE pour qu'il puisse assurer la formation des groupes d'entreprises paysannes en matière d'organisation et de gestion de leur entreprise en recourant à une méthodologie de vulgarisation reposant sur les stages pratiques pour les agriculteurs; et iv) aider les agriculteurs à avoir accès aux intrants par le biais du crédit obtenu auprès des acheteurs de leurs produits et d'autres sources commerciales.

Les trois projets en cours financés par le FIDA au Zimbabwe ont reconnu la nécessité d'appuyer la création de groupements d'entreprises paysannes. Toutefois, jusqu'à présent, aucun organisme n'a été en mesure de fournir de tels services dans le pays. Financer CLUSA pour lui permettre de travailler avec SAFIRE non seulement aboutira à l'élaboration d'un modèle adapté à la situation locale en vue



du développement des groupements d'entreprises paysannes au Zimbabwe, mais entraînera aussi la création d'une capacité locale de fourniture de tels services d'appui. Ces services seront utilisés par tous les projets en cours financés par le FIDA, et l'expérience acquise en cours d'exécution permettra également d'en tirer des enseignements précieux dont pourront bénéficier les projets futurs.

Créée en 1916, CLUSA est la plus ancienne association nationale de développement coopératif des États-Unis. Depuis, une vingtaine d'années, CLUSA expérimente une approche novatrice du développement coopératif et communautaire, car elle a la conviction que ses clients devraient être les décideurs et que son rôle devrait être de leur fournir une formation pour qu'ils acquièrent des compétences analytiques, et un savoir-faire en matière de gestion d'entreprise et de résolution des problèmes. Il a été amplement démontré que l'approche participative de CLUSA était efficace pour doter les communautés des compétences requises pour s'organiser, résoudre leurs problèmes de développement et acquérir la confiance nécessaire pour négocier elles-mêmes des accords avec leurs fournisseurs, leurs clients, les banques, les donateurs et les institutions de l'État.

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Tanzanie (République-Unie de):</b> Projet de création et d'évaluation des systèmes de diffusion du vaccin contre la theilériose bovine (n° 203)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	75 000 USD
<b>Cofinancement de l'ONG:</b>	55 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	VETAID – Tanzanie

### **Objectifs et activités:**

Les maladies animales, en particulier les tiques et les maladies qu'elles transmettent, sont parmi les nombreux facteurs qui compromettent le développement de l'élevage en Afrique orientale. En Tanzanie, tout particulièrement, la theilériose bovine, l'une des nombreuses maladies transmises par les tiques, est responsable de plus de 43% de la mortalité annuelle du bétail, menaçant la sécurité alimentaire des agropasteurs dont les moyens de subsistance sont essentiellement tributaires de l'élevage. En termes économiques, les pertes résultant de la mortalité due à la theilériose s'élèvent à environ 35 millions de USD, suivies de près par celles qui découlent de la diminution de la production laitière, soit 6,3 millions de USD en 1997. L'immunisation par la méthode de infection-traitement faciliterait nettement la lutte contre la theilériose en Tanzanie, et l'expérience a montré que, lorsqu'ils ont été correctement sensibilisés, les éleveurs sont enthousiastes quant à l'adoption de cette méthode.

Le projet PCE proposé a pour objectif principal de réduire la pauvreté des éleveurs dans les zones pastorales et agropastorales pauvres en ressources en leur donnant accès à la technique infection-traitement. À cette fin, on sensibilisera les éleveurs aux bienfaits de cette méthode, on formera des spécialistes clés à l'utilisation de cette méthode d'immunisation et on créera des systèmes de diffusion adaptés et viables à terme.

Le projet ciblera en priorité les éleveurs et sera exécuté dans les districts de Hanang, Monduli et Samanjiro de la région d'Arusha, en Tanzanie. Les principales activités en seront les suivantes: i) étude de marché et sélection des ménages afin d'identifier les sites et les modes appropriés de diffusion; ii) gestion de la vulgarisation et renforcement des capacités des agriculteurs en matière de lutte intégrée contre les tiques et les maladies qu'elles transmettent, y compris formation et sensibilisation des personnels vétérinaires clés, des agents communautaires s'occupant de santé animale ainsi que des conseillers zootechniques en matière de diagnostic routinier et de gestion de la lutte contre les tiques et les maladies qu'elles transmettent dans la région; iii) création de systèmes de diffusion des méthodes de lutte contre les tiques et les maladies qu'elles transmettent; iv) évaluation de l'impact de la méthode infection-traitement; et v) évaluation de la pérennité du système de diffusion.

Le projet est conforme à la stratégie du FIDA qui entend aider les populations pastorales à accroître leurs revenus provenant de l'élevage. Il complètera également le projet de don d'assistance technique régional portant sur l'évaluation de l'impact de la méthode infection-traitement dans le secteur laitier paysan en Afrique orientale.

VETAID est une ONG bénévole ayant une antenne en Tanzanie. VETAID-Tanzanie a créé un bureau à Arusha et travaille dans le district de Samanjiro depuis 1997. Cette organisation a noué des liens étroits et efficaces de partenariat avec deux organisations communautaires locales – Onyuate Moipo et Simanjiro Animal Health Learning Centre – ainsi qu'avec les communautés pastorales. Elle a lancé avec succès un programme expérimental de santé animale à assise communautaire dans 12 villages du



district qui utilisent les techniques participatives pour établir la liste des méthodes et stratégies traditionnelles employées par les Maasai pour lutter contre les maladies. Toutes ces activités ont été exécutées en partenariat avec des organisations communautaires et le personnel vétérinaire de l'État.

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Nigéria:</b> Projet de sensibilisation, de mobilisation et de participation des communautés/villages à l'appui du programme de développement agricole et rural à assise communautaire (n° 204)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	50 000 USD
<b>Cofinancement de l'ONG:</b>	17 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Nigeria Integrated Rural Accelerated Development Organization (NIRADO)

### **Objectifs et activités:**

Au Nigéria, les pauvres doivent louer leurs terres faute de disposer du capital nécessaire pour acheter des intrants, et leur survie dépend souvent de l'emploi saisonnier. Ils n'ont aucun pouvoir et sont régulièrement exclus des programmes de développement. Ils sont donc très vulnérables compte tenu de la fragilité de leur environnement et de leur insécurité alimentaire, ayant des ressources très limitées et un accès limité aux services sociaux essentiels ou aux moyens financiers.

Le projet PCE proposé renforcera l'exécution du programme de développement agricole et rural à assise communautaire, qui s'est occupé de constituer et de former les groupements communautaires au départ, et de dispenser une formation au personnel des collectivités locales en ce qui concerne le développement participatif mis en œuvre en réponse à une demande. Ce don répondra précisément à ces problèmes en identifiant et en ciblant les plus vulnérables (y compris les ménages dirigés par une femme et les jeunes) et en leur donnant les moyens de participer efficacement aux activités de développement par le biais d'une formation aux méthodes participatives mises en œuvre en réponse à une demande. En outre, le personnel compétent des institutions fédérales participant au programme et les fonctionnaires locaux concernés seront pleinement associés aux activités de mobilisation des communautés et aux ateliers concernant les méthodologies de planification participative par les communautés. Mis en œuvre dans deux des huit États visés par le programme, ce projet PCE permettra d'élaborer un modèle qui pourra être reproduit à plus grande échelle dans d'autres États.

NIRADO, une ONG locale créée en 1984, est l'une des 34 organisations affiliées à une ONG internationale, l'Institut des affaires culturelles internationales (IACI), basée à Bruxelles. La création de NIRADO résulte des efforts de 14 délégués nigériens à l'Exposition internationale de développement rural organisée en Inde en février de la même année. Se préoccupant du développement rural au Nigéria, NIRADO met l'accent sur le facteur humain, convaincu que développer les moyens de la population, par le biais des programmes de formation adéquats, est le moyen le plus important pour parvenir à un développement durable. NIRADO a établi des relations de travail avec le FIDA, y compris dans le cadre de projets antérieurs financés par des prêts et d'autres dons au titre du PCE.

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Ouganda:</b> Projet d'appui au renforcement des capacités de l'UWESO (n° 205)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	75 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Uganda Women's Effort to Save Orphans (UWESO)

### **Objectifs et activités:**

À la suite de presque deux décennies de guerre civile (de 1971 à la fin des années 80) et de l'hécatombe due à l'épidémie de SIDA, presque 20% des enfants ougandais sont orphelins. S'occuper d'eux est une charge supplémentaire pour les familles élargies en milieu rural. Le renforcement des moyens dont disposent ces familles pour assumer une telle responsabilité est crucial pour le pays.

C'est précisément dans ce domaine que travaille UWESO, avec l'aide du FIDA et du Fonds belge de survie pour le tiers monde. Grâce à ce soutien, UWESO est parvenu à élaborer une méthode de responsabilisation des communautés par le biais de son programme d'épargne et de crédit, actuellement en cours d'exécution dans plusieurs districts. Ce programme aide les familles nourricières à assumer ces responsabilités en développant leurs compétences, en leur donnant accès aux services financiers ruraux et en favorisant la cohésion sociale. À ce jour, 10 000 familles s'occupant de plus de 47 000 enfants ont bénéficié du programme d'épargne et de crédit. Elles ont pu améliorer leurs logements et leur nutrition, un nombre de plus en plus important d'entre elles pouvant désormais scolariser les enfants.

Le projet proposé, d'une durée de deux ans, a pour objet principal d'aider UWESO à devenir autonome en appuyant: i) le renforcement des capacités du personnel de ses bureaux auxiliaires grâce à une formation spécialisée, par exemple en matière de développement, de planification et de gestion des petites entreprises, de suivi et d'évaluation, de microfinance et d'informatique; et ii) la modernisation des équipements d'information et de communication. Le projet sera exécuté dans cinq districts – Lira, Masaka, Mbarara, Kumi et Soroti – ainsi qu'à Kampala, où se trouve le siège d'UWESO.

UWESO est une ONG locale enregistrée conformément aux dispositions de la loi ougandaise relative aux ONG. Créée pour atténuer les souffrances des enfants devenus orphelins à cause de la guerre civile ou du VIH/SIDA, elle a pour mission d'améliorer la qualité de vie des orphelins dans le besoin en donnant aux communautés locales les moyens de satisfaire les besoins économiques, moraux et sociaux de ces enfants. Ses objectifs sont les suivants: i) développer les capacités et trouver des moyens créatifs pour toucher le plus grand nombre d'orphelins et de familles nourricières; ii) recenser les problèmes concrets auxquels se heurtent tant les familles nourricières que les orphelins; et iii) offrir des services d'appui de qualité comme moyen de parvenir à l'émancipation économique. Depuis 1995, UWESO s'est développée dans les zones rurales et vient en aide à 10 000 ménages dont les revenus sont faibles et à 47 000 orphelins.

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Togo:</b> Projet national d'appui aux services agricoles (n° 206)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	75 000 USD
<b>Cofinancement de l'ONG:</b>	11 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Association togolaise pour la promotion humaine (ATPH)

### **Objectifs et activités:**

Le projet PCE proposé entend fournir une aide dans un domaine essentiel d'intervention du projet d'organisation et de développement villageois en cours, financé par un prêt.

Dans le cadre de ce dernier, le programme de restauration de la fertilité des sols a entraîné un accroissement sensible des rendements. En conséquence, les propriétaires des parcelles utilisées pour le programme expérimental, sur lesquelles les augmentations des rendements ont été enregistrées, ont repris leurs terres aux locataires et les ont remises en location à des prix plus élevés. Cette évolution de la situation a porté particulièrement préjudice aux femmes, qui ont plus de difficulté à accéder à la terre, en particulier dans la zone du projet où la demande de terre est forte.

L'une des principales recommandations de l'examen à mi-parcours du projet d'organisation et de développement villageois portait précisément sur la nécessité de trouver de toute urgence des solutions à cette nouvelle forme d'insécurité foncière découlant des réalisations de ce projet, ainsi que de lancer un processus de négociations entre les propriétaires fonciers et les utilisateurs précaires des terres cultivées afin de persuader les propriétaires de signer des baux de location d'une durée conséquente.

En application de cette recommandation, le projet PCE proposé mettra à l'essai, dans un nombre limité de villages, de nouvelles stratégies de négociation adaptées aux caractéristiques particulières des zones du projet, de manière à préserver la sécurité de l'accès à la terre des populations visées.

ATPH, une ONG nationale créée en 1987, tente de mobiliser et de renforcer les ressources et les capacités humaines locales, et ce faisant, de favoriser le développement durable. ATPH a une bonne expérience des négociations foncières acquise, dans le contexte des terres irriguées, dans le cadre de son partenariat avec le projet d'organisation et de développement villageois. De plus, cette ONG a les compétences requises pour adapter cette expérience à la culture pluviale.

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Laos:</b> Appui au projet de développement rural du Sayabouri nord (n° 207)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	75 000 USD
<b>Cofinancement de l'ONG:</b>	73 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	CARE International – Laos

### **Objectifs et activités:**

Le Laos est l'un des pays les plus pauvres de l'Asie du sud-est, où 1,9 million des 5 millions d'habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Environ 86% de la population tire sa subsistance de l'agriculture et vit dans de petits villages très dispersés, sans transport routier régulier, électricité, équipements de santé, ou accès à une eau de boisson salubre. On y compte 47 groupes ethniques, qui se répartissent en 149 sous-groupes ayant leur langue et leurs coutumes propres. Environ 80% du pays est de nature montagneuse, et 15% environ des ménages, principalement des minorités ethniques, pratiquent une agriculture itinérante (sur brûlis). En raison de l'accroissement de la pression démographique, les agriculteurs ont été obligés de raccourcir les périodes de jachère, d'où une baisse progressive de la fertilité et de la productivité des sols.

Le projet de développement rural dans le Sayabouri nord a pour but d'améliorer la sécurité des moyens de subsistance des populations isolées des hauts plateaux de 17 villages phrai de la province de Sayabouri. Plus spécifiquement, le projet entend améliorer les aspects ci-après de leur vie quotidienne: i) l'accès à une eau salubre; ii) la production vivrière et iii) la diversification de la production agricole.

Le projet PCE proposé a pour objectif de consolider et d'élargir la méthodologie et les approches de développement agricole des hautes terres mises au point par CARE International dans le cadre de son projet de développement des zones reculées du district de Hongsa dans le Sayabouri, lequel a démarré en 1999. Il entend en particulier: i) renforcer la sécurité des moyens de subsistance par le biais du développement de la culture du riz, l'intensification des cultures sur les hauts plateaux, l'élevage, la production artisanale et l'approvisionnement des villages en eau; ii) renforcer dans les communautés la capacité d'évaluation des options s'offrant à elles et de formulation de plans de développement villageois; iii) développer les compétences et les capacités des personnels techniques et administratifs des districts en ce qui concerne la diffusion de l'expérience, des meilleures pratiques et des méthodologies de CARE dans les autres villages de la zone; et iv) tirer des enseignements qui serviront durant l'exécution des interventions de développement participatif sur les hauts plateaux dans le cadre du projet de développement rural dans le Sayabouri nord, qui bénéficie de l'appui du FIDA et du PNUD.

CARE International-Laos, une filiale locale de CARE International, collabore de près avec les communautés locales des zones sélectionnées du pays. Créée en 1992 et enregistrée en tant qu'organisation non gouvernementale à but non lucratif, conformément aux lois laotiennes, CARE a une capacité technique avérée et une longue expérience dans les domaines susmentionnés. L'expansion réussie au fil des ans de son portefeuille d'interventions au Laos montre clairement que cette ONG est bien dirigée et a un personnel de terrain qualifié.

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Djibouti:</b> Projet de création de programmes de crédit administrés par les communautés (n° 208)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	95 000 USD
<b>Cofinancement de l'ONG:</b>	10 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Near East Foundation (NEF)

### Objectifs et activités:

À Djibouti, les difficultés et les problèmes sont nombreux en milieu rural: inadéquation globale de la base économique, carences de l'infrastructure, faiblesse des filières de prestation des services, insécurité de la propriété foncière et des plans d'utilisation des sols, rareté des possibilités d'emploi et niveau de vie faible. La pauvreté perdure car les institutions ne peuvent satisfaire de manière appropriée les besoins des populations pour leur permettre de tirer parti des possibilités, un besoin essentiel étant celui de capital pour lancer les entreprises productives familiales et diversifier ainsi les stratégies de survie.

Ce projet PCE est conçu à titre de première phase d'une stratégie à long terme visant à rendre les services financiers ruraux plus accessibles aux pauvres et à créer une culture bien ancrée de la microfinance. Le projet favorisera le lancement efficient de produits de la microfinance en milieu rural et la création d'institutions durables de microfinancement à l'échelle communautaire pour répondre à la demande de crédit des groupes cibles du FIDA.

Tirant parti de l'expérience acquise sur le terrain dans d'autres pays, ainsi que de son association passée avec le FIDA, NEF encouragera la création et le bon fonctionnement des fonds de crédit communautaires. Quatre fonds seront créés, desservant les villages des districts d'Ampouli et d'Aseyla visés par la première phase du projet; et deux autres zones seront sélectionnées dans un deuxième temps. Les comités de gestion du crédit concevront et administreront ces fonds, mobiliseront les ressources locales, prendront les décisions d'accorder les prêts et mèneront leurs propres activités de crédit.

Ce projet de NEF repose sur des principes qui sous-tendent les grandes stratégies et préoccupations de la politique de financement rural du FIDA, notamment:

- **participation:** la communauté locale conçoit et supervise le fonds qui répond aux besoins de ses membres;
- **pérennité:** le rendement des prêts devrait financer les coûts administratifs et l'amortissement du capital;
- **prise en charge:** les communautés locales, par le biais de leurs associations, devraient prendre l'initiative et les décisions et gérer elles-mêmes leurs propres activités en tant que composante essentielle de ce projet; et
- **décentralisation:** en matière d'élaboration des grandes orientations et des procédures applicables à ces programmes de crédit les membres de la communauté locale détiennent la totalité des pouvoirs, une fois arrêtés les concepts fondamentaux régissant le financement communautaire et ces programmes.

De plus, cette proposition est compatible avec la stratégie arrêtée par le FIDA pour Djibouti, dont l'orientation principale est de favoriser la microentreprise rurale et d'améliorer l'accès des familles rurales pauvres aux services financiers.



NEF, une ONG créée en 1915 pour fournir des secours aux réfugiés, a acquis sa forme actuelle en 1930 et a lancé un vaste programme de développement agricole et rural au Moyen-Orient et en Afrique. Ses objectifs sont d'accroître la production vivrière et les revenus de la population en tant que stratégie la plus viable pour l'aider à améliorer sa santé et son bien-être. Durant toutes ces années, NEF a financé diverses initiatives novatrices d'auto-entraide, fournissant aux membres individuels et aux groupes des communautés une information notamment sur les possibilités de formation, de nouvelles compétences et des technologies qui leur ont permis d'améliorer leur niveau de vie et leurs revenus.

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Bolivie:</b> Projet de transformation et de commercialisation de la viande de lama (n° 209)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	70 000 USD
<b>Cofinancement de l'ONG:</b>	22 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Association des producteurs et commerçants de produits à base de viande de camélidé (ACOPROCCA)

### **Objectifs et activités:**

Bien que les indicateurs sociaux se soient améliorés depuis la fin des années 80, 70% des Boliviens vivent dans la pauvreté, qui est plus marquée en milieu rural, où l'on trouve une proportion estimée à 94% de la population pauvre. Le gouvernement a accordé une place accrue au développement du secteur social, qui vise actuellement à réduire la pauvreté en associant les communautés locales à la prestation des services essentiels et en investissant dans le développement humain.

D'après les estimations, 52 000 familles boliviennes élèvent plus de 2 millions de lamas, dont environ 246 000 sont vendus chaque année pour leur viande. Le patrimoine culturel du pays associe cet animal à la population autochtone et ce stéréotype en a durant des siècles déprécié l'utilisation. De nos jours, c'est un produit assujéti aux forces du marché sur lequel les familles paysannes sont confrontées à des pratiques commerciales inéquitables. En dépit de l'excellente valeur nutritionnelle de cette viande, son prix reste faible – une situation s'expliquant non seulement par les préjugés socioculturels mais également par la façon de présenter le produit sur le marché.

Les objectifs de ce projet PCE sont les suivants: i) améliorer les revenus et les conditions de travail des producteurs de viande de lama; et ii) garantir que le produit respecte les prescriptions fondamentales de la législation bolivienne en matière de manutention, transformation et commercialisation de la viande fraîche. La zone du projet est la communauté de Palcoco, située à 35 km de la ville de La Paz, dans la zone du lac Titicaca. Les bénéficiaires directs du projet seront environ 500 familles dont l'activité principale est de transformer et de commercialiser la viande de lama. ACOPROCCA exécutera le projet et en assurera la gestion financière.

L'appui financier du FIDA servira à construire un abattoir, en s'assurant que les spécifications du bâtiment répondent aux prescriptions et normes de certification établies par l'Institut bolivien de normalisation et de contrôle de la qualité (IBNORCA). Le FIDA fournira également une assistance technique et une formation. Le projet proposé est lié aux opérations du FIDA en Bolivie; il est conforme à sa stratégie qui entend promouvoir l'émancipation économique et sociale des populations indigènes. Il tire parti des diverses expériences menées dans le cadre du programme régional en faveur des camélidés et du programme régional de développement des camélidés sud-américains (PRORECA).

ACOPROCCA, une ONG affiliée à l'association nationale des producteurs et des commerçants de viande de camélidé (ANPROCHAC), a été créée pour normaliser et faciliter la commercialisation de la viande de lama fraîche. Il s'agit d'une association de producteurs ayant un savoir traditionnel en matière d'élevage de lamas; depuis plus de 14 ans, elle s'attache à commercialiser et à transformer la viande de lama.



L'assemblée générale de l'association garantit la pleine participation de ses membres et de leurs familles. ACOPROCCA sera chargée de recueillir et de capitaliser des données et des renseignements, ainsi que d'évaluer les résultats et l'impact du programme.

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Jordanie:</b> Projet de création d'une pépinière villageoise d'entreprises à l'appui du développement de la petite entreprise féminine dans la région nord de la Jordanie (n° 210)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	95 000 USD
<b>Cofinancement de l'ONG:</b>	80 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Association italienne pour les femmes en développement (AIDOS) – Italie

### **Objectifs et activités:**

Le projet PCE proposé s'inscrit dans le cadre des efforts déployés à l'échelon national pour réaliser l'un des principaux objectifs du gouvernement: réduire la pauvreté et le chômage, en particulier des femmes rurales, en encourageant la microentreprise.

Le projet créera un modèle de pépinière villageoise d'entreprises, la première en Jordanie, pour encourager la création d'entreprises par les femmes en adoptant une approche globale. Cette pépinière sera pour les femmes rurales ou les groupements et coopératives féminins créant une entreprise du nord de la Jordanie une source d'information et de conseils sur les choix d'entreprises, les services financiers et de formation, l'assistance technique et commerciale, ainsi que le suivi par le biais de visites sur le terrain. Il est prévu qu'en trois ans, 350 entreprises de ce type seront créées. Le projet aidera également les femmes à transformer leurs microentreprises en petites entreprises et à assurer la pérennité de leurs opérations en les mettant en rapport avec des entreprises de plus grande envergure, par le biais de la sous-traitance et des activités dérivées.

Les enseignements tirés de ce projet PCE seront très utiles pour les activités organisées en faveur des femmes dans le cadre des projets ci-après, qui sont financés par le FIDA: le projet de mise en valeur des ressources agricoles dans la région du Yarmouk; le projet de gestion des ressources agricoles dans les Gouvernorats de Karak et de Tafila; et le programme national de régénération et d'exploitation des parcours – phase I.

AIDOS est une ONG créée en 1981 par un groupe de spécialistes et militants du développement dans le but de réaliser les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix. Depuis sa création, AIDOS s'est concentrée sur quatre domaines d'intervention dans lesquels la contribution des femmes italiennes est particulièrement importante: i) la création de micro et petites entreprises dirigées par des femmes, grâce à l'établissement de centres de services aux entreprises qui leur fournissent un appui technique et organisationnel; ii) la santé génésique et les droits des adolescentes et des femmes, par le biais d'une approche globale; iii) le renforcement des capacités des institutions et organisations féminines; et iv) les centres de services en matière de documentation et de communication. L'objectif premier de cette ONG est de promouvoir le concept et la méthodologie de l'émancipation de la femme par le renforcement des organisations féminines et des ONG dans les pays en développement, en leur permettant de mieux répondre aux besoins des femmes et de gérer leurs interventions de manière autonome.

Dans le cadre de ce projet, AIDOS aura un partenaire local, la Fondation Noor Al Hussein.

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Madagascar:</b> Projet d'appui au secteur de l'épargne mutualiste en milieu rural (n° 211)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	75 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Association professionnelle des institutions financières mutualistes (APIFM)

### **Objectifs et activités:**

À Madagascar, la demande de services de microfinance de la population rurale pauvre est forte. Environ 82% de la population rurale pratique une agriculture de subsistance et travaille dans le secteur informel. Les systèmes financiers ruraux sont très inadaptés, et de ce fait, la capitalisation par le secteur informel des avantages et bienfaits des services financiers est quasiment inexistante. La restructuration et la privatisation des banques appartenant à l'État est en cours pour améliorer le système bancaire, mais ce processus devrait réduire encore l'implantation déjà limitée des services financiers conventionnels en milieu rural.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement envisage de consolider et d'élargir le secteur financier rural afin d'en accroître le rayon d'action et d'assurer le dynamisme du développement rural. L'APIFM a été créée dans ce contexte pour regrouper les divers acteurs du secteur financier et implanter durablement ce dernier en milieu rural. De tels objectifs sont conformes à la stratégie du FIDA dans la région: développer les services financiers ruraux dans le but de rendre les petits exploitants plus autonomes pour qu'ils puissent développer leurs capacités en vue de satisfaire à leurs propres besoins et d'assurer l'interface avec les institutions financières rurales.

Les principaux objectifs de ce projet PCE sont de renforcer la capacité technique et institutionnelle de l'APIFM pour qu'elle puisse créer un solide réseau de microfinancement reliant les institutions financières et leur permettant de répondre d'une manière efficace et rationnelle aux besoins financiers des populations rurales et urbaines. Les bénéficiaires du projet sont les suivants: i) les institutions de microfinancement et les coopératives d'épargne et de crédit malgaches; ii) les institutions locales, privées ou publiques, qui fournissent des services financiers; et iii) les ONG et les organismes de développement qui s'occupent du secteur des services financiers en milieu rural ou urbain.

Les principales activités du projet sont les suivantes: i) un atelier à l'intention des réseaux de microfinancement pour examiner les difficultés auxquelles se heurte le secteur de la microfinance à Madagascar, ainsi que les possibilités qui s'offrent à lui; ii) des visites d'échange entre institutions de microfinancement, en particulier pour les membres élus assumant des fonctions d'administration et de supervision; iii) le renforcement des capacités institutionnelles et techniques de l'APIFM, afin de renforcer sa capacité en matière de fourniture de services aux institutions membres; iv) des études thématiques sur des sujets pertinents pour appuyer le rôle de sensibilisation que joue l'APIFM dans son interaction avec les autorités chargées de la réglementation; et v) le développement et la mise à l'essai de méthodologies et outils d'audit des institutions de microfinancement dans le pays.

L'expérience acquise dans le cadre du projet PCE aidera le FIDA à mieux appréhender le secteur de la microfinance à Madagascar et à en développer l'implantation dans les populations rurales. En outre, l'APIFM appuiera directement l'accréditation des nouvelles institutions de microfinancement qui seront créées dans le cadre du projet de mise en valeur du haut bassin du Mandrare – Phase II, ainsi



que l'audit des institutions de microfinancement créées dans le cadre du projet d'amélioration et de développement agricoles dans le Nord-Est.

L'APIFM a été créée en 1998 par cinq réseaux financiers mutualistes de Madagascar, et remplace l'Association pour le développement du mouvement mutualiste d'épargne et de crédit (ADDMEC).

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Belize:</b> Projet de renforcement des possibilités de subsistance dans les zones rurales touchées par le cyclone Iris (n° 212)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	50 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Toledo Maya Cultural Council (TMCC)

### **Objectifs et activités:**

Le cyclone Iris s'est abattu sur Belize le 8 octobre 2001, causant de très importants dégâts dans le sud du pays, où vit la population la plus pauvre. Presque 20 000 personnes, dont 11 000 enfants, se sont retrouvés sans abri. Juste après le passage du cyclone, les dégâts structurels étaient si graves que bien des gens ont été obligés de vivre dehors. L'agriculture a été gravement sinistrée et l'infrastructure physique détruite. Les systèmes de communication et de distribution de l'électricité ont également été considérablement endommagés et bien des zones sont restées durant plusieurs semaines sans téléphone et sans électricité.

Le passage du cyclone a encore aggravé le sort des Mayas, dont la plupart se sont retrouvés sans abri et dans l'insécurité alimentaire. Les Mayas du district de Toledo sont confrontés à de graves problèmes d'ordre socioéconomique et politique. Le système d'éducation est inadapté et, en conséquence, le taux d'analphabétisme du district est le plus élevé du pays. L'infrastructure sociale de base, y compris les soins de santé, les services de transport et les services communautaires, sont très nettement sous-développés. Une proportion allant jusqu'à 58% de la population de Toledo vit au-dessous du seuil de pauvreté, ce taux étant de 35% pour l'ensemble du pays. Le gouvernement et la société civile ont immédiatement réagi à la catastrophe, en fournissant des secours massifs. Toutefois, il reste crucial de fournir des mesures structurelles complémentaires dans les régions indigènes les plus reculées.

Les objectifs de ce projet PCE sont les suivants: i) redéfinir et améliorer la production vivrière à proximité immédiate des habitations; ii) émanciper les femmes en les aidant à se lancer dans l'agriculture paysanne et en leur dispensant une formation commerciale afin d'accroître leur contribution au revenu de leur ménage; et iii) assurer la collecte centralisée des espèces de plantes et des cultures indigènes pour garantir le développement et la pérennité de la production domestique à terme. Ces espèces de plantes locales sont un élément très important du savoir traditionnel indigène, qui sera renforcé par TMCC par le biais d'une formation et d'un encadrement efficace des villageois.

TMCC est une organisation à but non lucratif dûment enregistrée, basée dans le sud de Belize, qui a plus de 20 ans d'expérience des activités mises en œuvre à la base pour répondre aux problèmes pressants auxquels se heurtent les populations indigènes dans cette région. Elle a pour mandat de représenter les Mayas de 36 villages du district de Toledo et de promouvoir leur développement durable sur les plans économique, social et culturel. Cette ONG a une vaste expérience de l'exécution des projets. Elle a notamment exécuté des projets de cartographie communautaire qui a permis de produire l'Atlas des Mayas, et a, au fil des ans, acquis une grande expérience dans les domaines de la sensibilisation et du renforcement des capacités des communautés.

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Mauritanie:</b> projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama (n° 213)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	75 000 USD
<b>Cofinancement de l'ONG:</b>	15 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET)

### **Objectifs et activités:**

En Mauritanie, l'un des facteurs majeurs de la pauvreté rurale est l'isolement des populations qui sont exclues des grands axes de la vie économique, sociale, politique et culturelle du pays. Les populations rurales ont un capital humain et social limité, vivent souvent dans des zones reculées et très marginales et n'ont pas accès à l'infrastructure et aux services essentiels. Ils n'ont guère de moyens d'améliorer leurs compétences techniques, faute de pouvoir accéder aux marchés et aux services financiers.

Le FIDA a accordé en décembre 1992 un prêt de 10,9 millions de USD au Gouvernement mauritanien pour financer le projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama. Les objectifs de ce projet étaient les suivants: i) renforcement des capacités des organisations villageoises; et ii) appui technique et gestionnaire aux opérations des programmes de maîtrise des eaux de crue. Le projet a pris fin en décembre 2000 et le gouvernement a demandé le financement d'une deuxième phase pour élargir les interventions de développement dans la région.

Ce don accordé au titre du PCE appuiera les activités qu'il est jugé nécessaire de mettre en œuvre durant la période de transition entre la première et la deuxième phases du projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama. Plus précisément, les activités prévues au titre de ce projet d'une durée de un an seront les suivantes: i) consolidation des dispositifs fonciers établis durant la première phase du projet financé par le prêt; ii) renforcement des capacités des organisations communautaires (y compris les associations d'usagers) pour qu'elles deviennent plus représentatives et incluent tous les segments de la population, en particulier les femmes et les jeunes, et qu'elles aient de plus larges attributions en matière de développement local; et iii) appui organisationnel, technique et gestionnaire aux associations d'usagers pour qu'elles puissent assumer la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des ouvrages de maîtrise des crues construits durant la première phase du projet.

Le GRET est présent en Mauritanie depuis 1990. Il s'occupe de programmes novateurs d'un point de vue technologique, notamment l'approvisionnement des zones rurales en électricité, la production d'énergie éolienne et les procédés permettant de rendre les eaux de surface potables. Sa politique consiste à aider à renforcer les structures qui participent activement au développement national. Le GRET a enregistré d'excellents résultats en Mauritanie et a aidé le FIDA à mobiliser les bénéficiaires dans le pays.

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Philippines:</b> Projet relatif aux initiatives communautaires et à la gestion des ressources dans le nord de Mindanao (n° 214)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	100 000 USD
<b>Cofinancement de l'ONG:</b>	186 480 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	Philippines Association for Intercultural Development (PAFID)

### **Objectifs et activités:**

Si le gouvernement, par l'intermédiaire du Département de l'environnement et des ressources naturelles, a déjà reconnu certaines des revendications concernant les terres ancestrales dans le nord de Mindanao, les limites de ces terres n'ont pas encore été définies avec précision et cartographiées. Il en résulte une extrême frustration des communautés dont les revendications territoriales ont été examinées, alors que d'autres communautés ont vu leurs demandes soit rejetées soit ignorées durant près d'une décennie.

Ce projet PCE a pour objet global de parvenir à une pleine reconnaissance des droits des communautés indigènes concernant leurs terres ancestrales. Il appuiera les initiatives de neuf organisations des peuples indigènes de la région de Caraga dans le nord de Mindanao, qui négocient en faveur de la reconnaissance légale de leurs revendications concernant leurs terres ancestrales ou qui tentent de défendre leur territoire ancestral, d'en obtenir la propriété ou de le réoccuper. Ce projet d'une durée de trois ans, mis en oeuvre sur environ 100 000 ha du territoire ancestral, aura trois composantes: i) cartographie communautaire sur un mode participatif; ii) planification de la gestion des territoires ancestraux; et iii) renforcement des capacités.

PAFID sera chargé de l'exécution du projet, qui complète trois projets du FIDA aux Philippines, à savoir le projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillère, le projet de promotion des initiatives communautaires dans l'ouest de Mindanao et le projet, récemment approuvé, de promotion des initiatives communautaires et de gestion des ressources dans le nord de Mindanao. De fait, il est prévu que la méthodologie qui sera adoptée dans le cadre du projet PCE sera reproduite dans ce dernier projet par d'autres organismes et par les ONG. À cette fin, il est prévu dans le cadre du projet de promotion des initiatives communautaires et de gestion des ressources dans le nord de Mindanao de former des institutions partenaires à l'utilisation de cette méthodologie.

Créé à la suite d'une conférence organisée au milieu des années 60 par le Conseil national des Églises des Philippines, PAFID travaille exclusivement avec les communautés indigènes et, pour l'essentiel, sur la sécurité de la propriété foncière des terres et des eaux du domaine ancestral. Ses objectifs sont les suivants: i) mettre à la disposition des communautés indigènes une assistance technique novatrice et adaptée; ii) promouvoir un développement communautaire intégré à l'écoute de la culture et sans danger pour l'environnement; et iii) sensibiliser les institutions publiques et privées pour qu'elles adoptent des politiques et programmes qui respectent les communautés indigènes et leur soient profitables. Plus de 40% du personnel de PAFID sont eux-mêmes issus de communautés indigènes, plusieurs d'entre eux étant des descendants de deuxième ou troisième génération des partenaires des communautés qui ont plaidé en faveur de la reconnaissance de leurs revendications foncières concernant les terres ancestrales, et qui ont eu gain de cause.

<b>Pays, titre et n° du don:</b>	<b>Mongolie:</b> Programme de renforcement de la sécurité alimentaire (n° 215)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	75 000 USD
<b>Cofinancement de l'ONG:</b>	35 000 USD
<b>Nom de l'ONG:</b>	World Vision-Mongolie

### **Objectifs et activités:**

Depuis dix ans, des progrès substantiels ont été faits en Mongolie sur la voie de la transition vers une économie de marché. L'économie nationale est en croissance depuis six années consécutives et l'inflation a diminué. Mais il reste de graves difficultés à surmonter pour accroître le niveau de vie de la population et promouvoir le développement social global. En raison de sa dépendance de quelques produits d'exportation, l'économie mongolienne reste très vulnérable en cas de choc exogène. En l'absence d'une gestion et un contrôle rigoureux du secteur public, l'accessibilité et la qualité des services essentiels sont insuffisantes, notamment l'éducation et la santé. En outre, le dispositif de ciblage des systèmes sociaux est faible et inefficace.

Compte tenu de la sécheresse de son climat, la Mongolie est particulièrement susceptible d'être frappée par la sécheresse, qui progresse depuis plusieurs années dans de vastes sections de l'Asie. L'agriculture et l'élevage s'en ressentiront. La fermeture des grandes fermes d'État fortement subventionnées du pays a entraîné la diminution de la production vivrière nationale, qui est allée de pair avec une contraction du pouvoir d'achat, étant donné que l'inflation et la dévaluation de la monnaie locale (tugrik) poussaient les prix à la hausse.

Le programme PCE proposé couvrira la province de Hentii (à 500 km au nord-est de Oulan Bator, la capitale) et le district de Nalaikh (à 40 km à l'est de Oulan Bator). Les bénéficiaires en seront environ 500 familles pauvres qui, notamment, ont souffert des deux derniers hivers très rigoureux, ont des enfants souffrant de malnutrition ou s'occupent d'orphelins. L'objectif du programme est d'améliorer la sécurité alimentaire et d'accroître les revenus de ces familles par le biais de la formation et du développement de leurs compétences dans le domaine des techniques agricoles et non agricoles. Une formation leur sera également dispensée sur divers aspects de l'horticulture, de la récolte et du stockage, ainsi que sur la transformation des matières premières locales, par exemple les fibres, les cuirs et le bois. Environ 180 enfants participeront à un programme d'alimentation d'appoint et de récupération visant à améliorer leur état nutritionnel; une formation nutritionnelle sera également dispensée pour améliorer à terme l'utilisation des produits alimentaires. Les groupements seront également encouragés à créer des fonds de solidarité, ce qui permettra à chaque membre de déposer ses économies et d'obtenir des prêts d'un faible montant à des fins productives. Enfin, le programme renforcera la capacité de commercialisation des producteurs et groupes de producteurs. À cette fin, le programme réalisera des études de marché dans deux endroits où les caractéristiques de l'économie sont différentes. L'expérience acquise dans le cadre de ce programme sera utile pour le futur programme de lutte contre la pauvreté rurale du FIDA.

World Vision travaille en Mongolie depuis 1993 dans les domaines des soins de santé primaires, de la nutrition, de la production végétale, de la gestion de l'élevage, du développement de la petite enfance, de la prise en charge des enfants en difficulté, de la foresterie et des interventions en cas de catastrophes. Cette ONG travaille dans trois zones: la province de Bulgan, à Dundgobi et à Oulan Bator. En 1998, World Vision-Mongolie a décidé de regrouper ses divers projets de développement par unités géographiques sous le nom de "programmes de développement par zone", qui s'adressent



généralement à une population cible de 25 000 personnes ou plus. World Vision-Mongolie exécute actuellement le projet concernant la sécurité alimentaire et le redressement à l'issue d'une catastrophe à Dundgobi et Kharkhorin, dont bénéficient 1 600 familles. Ce projet comprend un volet développement des compétences et formation d'entreprises, un programme intensif de nutrition, une aide alimentaire et un soutien dans les domaines de l'éducation et des combustibles. Il exécute également un programme de récupération nutritionnelle dans quatre provinces, en s'intéressant de plus près aux carences en micronutriments. Dans le cadre du programme financé au titre du PCE, son personnel fournira une assistance en matière de santé, de nutrition, de production végétale ainsi que de suivi et d'évaluation.

**Pays, titre et n° du don:** **Colombie:** Projet de développement de la microentreprise en faveur des femmes du Département de Boyacá (n° 216)

**Montant du don du FIDA:** 45 000 USD

**Nom de l'ONG:** *Asociacion Departamental de Mujeres Campesinase Indígenas de Boyacá (ADMUCIB) - Colombie*

**Objectifs et activités:**

Ce projet renforcera des microentreprises dirigées par des femmes issues de familles rurales pauvres de certaines zones du Département de Boyacá. Il a pour but de développer les ventes des produits fabriqués par des entreprises féminines et de promouvoir de nouvelles activités rémunératrices.

Dans la zone du projet, la pauvreté est très répandue. Récemment, la situation s'est dégradée en raison des conflits armés. La violence, les enlèvements et le harcèlement y sont fréquents. De nombreux hommes ont émigré vers les zones urbaines, laissant les femmes diriger les familles et les activités productives.

Le projet fournira de précieuses connaissances sur les méthodes de travail utilisées avec les familles en difficulté dirigées par une femme, ce qui sera très utile pour les activités du FIDA, en Colombie et ailleurs dans la région. Le renforcement de l'ADMUCIB permettra à cette organisation de fournir aux micro et petites entreprises les services autres que financiers dont elles ont tant besoin, notamment une formation à la gestion d'entreprise, l'élaboration de plans d'entreprises et la facilitation de l'accès au marché.

ADMUCIB a déjà coopéré avec le FIDA durant l'exécution de son programme de développement de la microentreprise rurale, et certains membres de son personnel ont reçu une formation dans ce cadre.

**Pays, titre et n° du don:** République de Moldova: Appui au projet de développement du financement rural et des petites entreprises (n° 217)

**Montant du don du FIDA:** 90 000 USD

**Nom de l'ONG:** Consultancy and Credit in Agriculture (CCA)

### Objectifs et activités:

La République de Moldova est un petit pays très peuplé, fortement tributaire de l'agriculture. Le secteur agricole contribue pour environ 42% au Produit intérieur brut (PIB) et emploie environ la moitié de la main-d'oeuvre totale du pays. Diverses denrées agricoles de valeur y sont produites, notamment du vin, des fruits et des légumes. Le gouvernement a pris des mesures dynamiques en vue de: i) stabiliser l'économie; ii) instaurer un climat favorable à la création d'un secteur agricole privé; et iii) faire progresser la réforme agraire et la restructuration des exploitations. Le nombre d'agriculteurs privés augmente rapidement.

L'objectif principal de ce projet PCE est de renforcer l'exécution du projet de développement du financement rural et des petites entreprises, qui est financé par le FIDA, en rendant plus accessible le crédit aux petites et moyennes entreprises.

Les principales activités du projet sont les suivantes: i) campagnes de promotion du programme; ii) formation des bénéficiaires actuels et futurs du projet en cours en ce qui concerne les possibilités de création d'une petite entreprise, la gestion financière et la commercialisation; iii) assistance en matière d'identification et d'évaluation des entreprises pouvant être proposées pour bénéficier d'un financement au titre du projet; iv) assistance aux bénéficiaires potentiels du projet en matière de préparation des demandes de crédit et de présentation de ces dernières aux institutions participantes; et v) aide directe à la création d'associations d'épargne et de crédit dans la zone pilote du projet PCE. Dix associations d'épargne et de crédit seront créées. Dans les limites de la ligne de crédit mise à leur disposition par le projet, ces associations accorderont des microprêts à court terme à leurs membres, qui seront tous résidents de la zone ciblée, pour financer les besoins de leurs familles.

CCA est une ONG créée en 2000 par des anciens intervenants de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) dans le cadre du projet de mise en valeur des terres et du développement du marché foncier en République de Moldova. Les buts de CCA, qui est présent dans tout le pays, sont les suivants: i) promouvoir le développement des institutions financières en les aidant à s'adapter aux techniques et normes internationales de crédit; ii) encourager la création et le développement des entreprises rurales; et iii) favoriser les réformes et le développement dans le domaine agricole. CCA exécute avec succès à l'heure actuelle trois grands projets de développement communautaire.